



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

contrats première embauche

Question au Gouvernement n° 2603

Texte de la question

CONTRAT PREMIERE EMBAUCHE

M. le président. La parole est à M. François Hollande, pour le groupe socialiste.

M. François Hollande. Monsieur le Premier ministre, hier soir devant les parlementaires de l'UMP ("*Vous n'y étiez pas !*" sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire), aujourd'hui devant l'Assemblée nationale, vous avez fermé toutes les portes à une discussion sur le CPE, et je prendrai deux exemples pour illustrer mon propos.

Beaucoup vous demandent de motiver le licenciement. C'est d'ailleurs un principe général du droit : en matière de licenciement, comme dans tout autre domaine, la moindre des choses, pour celui qui se voit signifier une telle décision, c'est d'en connaître au moins la raison. Or Vous déniez ce droit à tous les jeunes de notre pays ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

Beaucoup vous demandent donc de revenir sur la loi pour introduire la motivation. Vous dites non à cette proposition.

M. Guy Geoffroy et M. Jacques Le Guen. La loi c'est la loi !

M. François Hollande. D'autres, y compris des chefs d'entreprise que vous avez reçus, vous demandent de réduire le délai de la période d'essai, dite " de consolidation ". Parce que deux ans, même pour des chefs d'entreprise, c'est exorbitant !

Que leur répondez-vous ? Vous renvoyez à une hypothétique négociation, qui ne verra jamais le jour. Alors que les syndicats et les mouvements de jeunesse vous demandent de revenir sur le CPE, de rouvrir le débat au Parlement et de faire voter un nouveau projet de loi, là encore vous dites non ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Vous prenez donc le risque, monsieur le Premier ministre, - et je pèse mes mots - d'engager une confrontation avec le pays et avec la jeunesse. ("*C'est vous qui le prenez !*" sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.) Avec la multiplication des manifestations et le mouvement de grève qui a été décidé pour mardi, vous prenez des risques pour la paix sociale, pour l'ordre public, pour l'économie et pour l'emploi. Dans votre majorité, au sein même de votre gouvernement, à côté de vous, monsieur le Premier ministre, certains expriment des doutes, demandent des explications, s'interrogent sur votre stratégie. (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Quelle est, en effet, votre stratégie ?

M. Claude Goasguen. Et vous, quelle est la vôtre ?

M. François Hollande. Est-ce une stratégie pour le pays, ou au sein de votre majorité pour engager une confrontation avec la gauche ? (*Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Monsieur le Premier ministre, il y aurait du courage à retirer un mauvais texte. Le courage aujourd'hui, ce n'est ni l'obstination, ni l'entêtement, ni l'enlisement, c'est de retirer le CPE. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Georges Tron. Lamentable !

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement.

(*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Jean-Louis Borloo, *ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement*. Monsieur le député, il n'est jamais de bon dialogue républicain de préparer une question et de ne pas être capable d'en changer lorsque le chef du Gouvernement s'est exprimé entre-temps ! (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste*. - *Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*.) Vous auriez dû écouter ce qu'il a dit !

Il a en effet souhaité ouvrir le dialogue sans *a priori*, ce qui signifie en abordant tous les sujets (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste*), y compris ceux que vous avez évoqués dans votre question sur les conditions de la séparation et la durée de période de consolidation. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*.)

Le véritable courage, c'est l'action. Le chef du Gouvernement ne cherche pas la confrontation, mais la concertation (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste*), sur tous les sujets, avec l'ensemble des partenaires, dans un esprit républicain et responsable. C'est ce qu'a dit le Premier ministre et c'est ce que souhaite sa majorité. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*. - *Vives protestations sur les bancs du groupe socialiste*.)

Données clés

Auteur : [M. François Hollande](#)

Circonscription : Corrèze (1^{re} circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2603

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : emploi, cohésion sociale et logement

Ministère attributaire : emploi, cohésion sociale et logement

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 23 mars 2006

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 23 mars 2006